



## Attention : un « débat » peut en cacher un autre !

*(Personnes dites handicapées, nous poursuivons nos réflexions individuelles ou collectives, à la fois parce que nous sommes des citoyens à part entière et parce que les situations de handicap que nous vivons au quotidien sont largement tributaires des décisions – ou de l'absence de décisions ! – au plus haut niveau de l'État).*

Mieux vaut tard que jamais ! Mais nous avons bien trop déploré l'absence d'un plan de vol dans nos dernières tribunes, pour ne pas saluer néanmoins la présentation par le Premier Ministre de son plan progressif de déconfinement devant les représentants des différents groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale, ce mardi. D'autant que la date du 11 mai est apparue bien trop prématurée à la quasi-totalité des acteurs politiques et sociaux, notamment aux sommités médicales ; mais Jupiter ayant décrété, le personnel doit exécuter. Plan prudent, donc, ce qui se conçoit. Plan à réévaluer toutes les trois semaines, ce qui semble logique. Plan à mettre en œuvre selon les situations départementales et locales, ce qui est sage.

Plan cohérent ? Pour quelques idéologues en vue et quelques intérêts bien ciblés, à peu près certainement. Pour la grande majorité de la population, il en va tout autrement !

De fait, nous ne pouvons que déplorer que le débat argumenté et attendu par la population se soit réduit, de par la volonté gouvernementale, à une succession de monologues, d'abord du Premier Ministre, et ensuite de la Représentation nationale, laissant dans le flou trop de questions pourtant essentielles !

De ce point de vue, nous devons regretter une nouvelle fois que le retour à l'école des enfants, dits handicapés ou non, se fasse sur la base du volontariat des parents placés devant le cruel dilemme de choisir entre garder son enfant à domicile et ne plus percevoir de chômage partiel ou renvoyer son enfant à l'école pour pouvoir obtenir pendant ce temps les moyens de sa subsistance ! (Au moment où se clôt cette tribune, nous apprenons que la fin du chômage partiel pour les parents placés devant cette alternative interviendra, non le 11 mai mais le 1<sup>er</sup> juin, sage décision, car elle permettra aux parents de mieux appréhender la situation locale et aux édiles locaux de pouvoir organiser, même partiellement, une telle rentrée scolaire inédite).

En revanche, tout en souhaitant nous tromper, nous restons encore profondément dubitatifs devant l'affirmation gouvernementale selon laquelle, le 11 mai, voire avant la fin du mois de mai, le nombre nécessaire de masques efficaces sera à disposition de la population pour s'engager dans la voie d'un déconfinement raisonné, mais aussi le nombre nécessaire de tests virologiques – 700 000 par semaine ? –, et plus encore leur traitement rapide par les laboratoires ad hoc.

« Raisonné », du point de vue sanitaire immédiat s'entend, une fois prises en compte les réserves exprimées ci-dessus. Car du point de vue du bien-être et de la santé à long terme, on ne peut s'empêcher de poser la question : un déconfinement, pourquoi faire ?

Pour que les enfants puissent retourner au plus vite à l'école au motif que la priorité gouvernementale serait de lutter contre les inégalités sociales ?

Si l'égalité des citoyens était une priorité gouvernementale, les personnes dites handicapées que nous sommes l'aurions remarqué depuis trois ans déjà ! Malheureusement, nous pouvons en témoigner, ce n'est pas du tout le cas. Alors, pourquoi ce calendrier précipité et décrété ? Pour remettre en route une économie en léthargie ?

Cela apparaît d'autant plus vraisemblable que des « voix intéressées » se sont déjà fait entendre pour « relancer la croissance » le plus vite possible. Ce qui de surcroît ne laisse guère de doute quant à la volonté de ceux qui s'expriment ainsi, et précipitamment, de rebâtir le cadre économique à l'identique ! Enfin, pas tout à fait à l'identique, puisqu'il faudrait de surcroît abandonner nombre des acquis sociaux conquis durant des siècles de luttes, tandis que pour cacher ce vieil objectif, les expressions comme « la santé n'a pas de prix », « la nécessaire transition



écologique » et « nous leur devons tout » sont employées à qui mieux-mieux dans les sphères gouvernementales ! Comme si elles voulaient faire oublier les maximes, présentées comme de bon sens il y a seulement quelques semaines encore, telles que « si la santé n'a pas de prix, elle a un coût », ou « la croissance est essentielle », ou bien encore les expressions méprisantes telles que « les riens ».

À la lumière de ces réflexions, il est d'ailleurs permis de se poser une autre question : en refusant d'accorder aux différents groupes parlementaires, y compris à sa propre majorité, 24 à 48 heures de réflexion avant de procéder au vote, le Premier Ministre a-t-il craint, qu'au-delà des questions liées aux modalités pratiques et temporelles du déconfinement, le débat dès lors autorisé ne débouche sur les fondements du « monde d'après » à reconstruire sur les décombres d'un modèle productiviste et mondialisé dont une immense majorité ne voudrait voir la réapparition ? L'absence de mots tels que « réquisition \*», « nationalisation », et « planification \*\*» dans le discours du Premier Ministre n'est-elle pas le signe le plus chimiquement pur de cette crainte des investisseurs et de leurs correspondants politiques que « le marché » puisse être limité demain par la seule prise en compte des intérêts de la population ? La remise à septembre, selon les propos du Ministre des Finances lui-même, de la présentation d'un « Plan de relance » n'est-elle pas là encore l'expression de la hantise de provoquer la colère de la population, encore sous le coup des contraintes actuelles de la pandémie et de ses menaces à venir, mais aussi profondément sensibilisée par les manifestations des « gilets jaunes » suivies des manifestations pour la sauvegarde du système des retraites ? En effet, un plan de relance peut être conçu pour la satisfaction prioritaire des intérêts de quelques-uns masquant leurs turpitudes sous le pseudo concept de « ruissellement », ou bien être conçu pour la satisfaction de l'ensemble des besoins sociaux. Et partant, chacun comprend que derrière ce débat d'apparence technique se cache la simple et cruciale question du type de société qu'il appartient à la majorité de la population d'indiquer qu'elle souhaite et qu'elle entend construire en intervenant directement sur la scène politique et sociale.

Pour l'ensemble des citoyens, cette question de débat ou de non débat est donc essentielle !

Les travailleurs vont-ils devoir produire pour produire, indépendamment de l'intérêt général de leur production et du respect impératif qu'il importe de mettre en œuvre pour lutter contre le dérèglement climatique aux conséquences perçues à présent comme catastrophiques par la plupart des nations ?

Les travailleurs ayant un emploi vont-ils devoir travailler plus tandis que les travailleurs sans emploi seraient rejetés aux confins de la société ?

La sempiternelle question de la « dette » que nous serions censés laisser à nos petits-enfants (ce qui est une tromperie sans nom) se traduira-t-elle par le chantage habituel exercé par les « experts » néolibéraux ?

Les riches s'enrichiront-ils toujours plus (la Bourse a déjà rebondi en partie !) tandis que les pauvres s'appauvriront toujours plus ?

Le relèvement du niveau de vie des travailleurs doit-il dépendre des seuls abaissements de leurs cotisations salariales\*\*\* et de primes promises puis chichement amoindries et non d'une augmentation des salaires ?

Nos sociétés sont-elles condamnées à l'autoritarisme des décideurs, ou en retour aux violences sociales, légitimes ou non ?

Faut-il poursuivre ?

Pour les personnes dites handicapées que nous sommes, cette question est tout aussi essentielle !

Non seulement parce que nous sommes des citoyens à part entière et que nous refusons d'être des citoyens entièrement à part, mais aussi que nous sommes trop souvent « handicapés » par les obstacles que nous ne pouvons surmonter en raison de nos particularités, obstacles générés par le modèle économique et social actuel, obstacles maintenus pour l'essentiel par le Gouvernement actuel quand ils ne sont pas créés directement par ses soins – reproche que l'on peut faire également à nombre de ses prédécesseurs ! – plongeant au quotidien les personnes dans une succession de situations de handicap desquelles elles ne peuvent sortir !



Ceci vaut pour les travailleurs dits handicapés dont le taux et la durée de chômage sont le double de ceux des travailleurs dits valides.

Ceci vaut pour les personnes dites handicapées ne pouvant travailler et disposant pour cela de ressources toujours inférieures au seuil de pauvreté.

Ceci vaut pour celles d'entre elles qui ont besoin quotidiennement d'une aide humaine (voire d'une aide technique) tandis que les aides financières prévues sont drastiquement insuffisantes et les modalités réglementaires d'exercice de cet accompagnement contraires au respect du Code du Travail, induisant ainsi une compensation au rabais et une précarisation induite des professionnels effectuant ces missions.

Ceci vaut pour les personnes dites handicapées moteurs et les personnes âgées en situation de réduction de leur autonomie, confrontées qu'elles sont à l'inaccessibilité de nombreux logements, et sous certains aspects encore plus demain, en raison des nouvelles dispositions gouvernementales, complaisantes envers les promoteurs immobiliers mais discriminatoires à l'égard des personnes dont le Président de la République a déclaré à maintes reprises qu'elles étaient « une priorité du quinquennat » ! Faut-il poursuivre ?

Et puisque ce débat sur un retour vers « les jours heureux » semble concrètement interdit par les plus hautes sphères gouvernementales, n'est-ce pas le rôle des citoyens (salariés, producteurs, retraités, « handicapés », etc.) de définir le « monde d'après » et d'affirmer au plus vite les moyens d'y parvenir.

Pour notre part, nous entendons prendre toute notre place, individuellement et collectivement, dans le débat citoyen impératif à mener, sous peine de continuer à nous faire manipuler, et au final à être maintenu dans des situations de dépendance psychologique, d'infériorité sociale, et de tutelle politique. Autant de carcans que nos ascendants sont parvenus à desserrer au cours des siècles derniers au travers de leur irruption décisive sur la scène sociale et politique et qu'une poignée de décideurs voudrait à nouveau mieux ajuster à notre avenir imposé par leurs soins.

Il n'y a donc pas de fatalité.

Aux citoyens, dits valides et dits handicapés, de bien mesurer que cette pandémie n'est pas une catastrophe « naturelle », mais une catastrophe provoquée par une idéologie recherchant le profit à tout crin et par tous les moyens, au prix de l'irrespect absolu de la nature, du climat, des animaux et des hommes, et comme chacun ne peut que le déplorer, de la destruction de notre système de santé lui-même que la raison citoyenne avait construit patiemment après la seconde guerre mondiale. Et de bien mesurer qu'il ne dépend que de chacun de nous, mais en recherchant l'action collective, d'inverser le cours insensé de l'Histoire tracé par les tenants d'un système, tenants ultra minoritaires au regard de l'immense majorité de la population.

\*Sauf quand il s'agit de réquisitionner à réception les commandes de masques faites par différentes Collectivités.

\*\*Curieux pour un homme qui relève d'une famille politique parlant de « l'ardente obligation du Plan » face à la reconstruction économique et sociale d'après-guerre.

\*\*\*Ce qui concourt un peu plus au déficit voulu et organisé de notre système de protection sociale.

Le 30 avril 2020.

*Association Nationale Pour l'Intégration des personnes Handicapées Moteurs*

30 cours du parc

21000 DIJON

Téléphone :

Téléphone : 03 80 71 28 91

Courriel : [sdlpresidence@anpihm.org](mailto:sdlpresidence@anpihm.org)

